

Julia Cagé

*Le Prix de la démocratie*, Fayard, 2018, 464p

*Une personne, une voix* – comment éviter que ce principe fondamental en démocratie soit mis à mal par le financement privé de la politique, qui permet aux fortuné-e-s de peser plus que les autres ?

Dans son nouveau livre, l'économiste Julia Cagé compare de nombreux résultats électoraux sous différents régimes de financement et parvient à dépasser le constat d'une simple corrélation entre succès aux urnes et financement généreux. Sa conclusion ? Le financement privé de la politique, sous la forme de dons à des partis politiques, candidat-e-s, campagnes et think tanks affiliés, donne accès à une deuxième voix. Chiffres à l'appui, la professeure à Sciences-Po montre que cette situation est loin d'être politiquement neutre : cette « deuxième voix » influence lourdement le résultat des élections, et profite de manière disproportionnée aux partis de droite. Ces flux d'argent ont par ailleurs un impact sur le positionnement des partis et les politiques mises en œuvre même après les élections.

La bonne nouvelle est qu'une régulation politique peut diminuer cette influence néfaste. Une comparaison de différents mécanismes de financement de la politique dans certains pays européens, nord-américains et à travers le monde révèle des différences importantes et étonnantes. L'image qui se dessine ne correspond pas au cliché d'un grand fossé atlantique, avec les États-Unis du mauvais côté et des bons élèves européens de l'autre. D'un pays à l'autre, les différences sont grandes, et à plusieurs niveaux : financement illimité avec une transparence imparfaite en Allemagne ; facilitation des dons à travers la déduction fiscale mais plafond de financement en France ; limites aux dépenses des partis (mais non à la collecte de dons) en Angleterre, etc. Les règles évoluent, mais ces dernières années la tendance en Italie, au Canada et aux États-Unis va vers un plus grand financement privé et moins de financement public. Pour endiguer cette tendance, l'auteure nous propose plusieurs pistes : interdire les dons par les entreprises, ne pas privilégier les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu via la défiscalisation des dons, rendre transparents également les financements pour les think tanks politiques, etc.

Julia Cagé dépasse le simple réquisitoire des défaillances du système actuel et propose un mécanisme alternatif de financement : chaque citoyen-ne aurait l'option d'orienter un montant fixe de financement public vers la formation politique de son choix.

Ce livre constitue une réponse salutaire au réflexe « tous pourris » qui finit souvent par légitimer des idées et des régimes autoritaires. En se focalisant sur les institutions, l'auteure ne juge les politiques ni sur le fait d'être financés par des intérêts privés, ni sur le fait de bénéficier des règles du jeu qui leur laissent le champ libre. Il s'agit d'un appel à regarder de manière précise où et comment l'argent s'immisce dans le jeu politique, et comment mettre sur pied des solutions pour endiguer les intérêts des puissants.

Luke Haywood